

11101 fol 35²

Reçu de réception le 21 octobre 1891 dodis.ch/42475

Légation de Suisse
en
France.

Paris, (4, rue Cambon) le 20 Octobre 1891

(Prière de rappeler le numéro ci-contre)

au récept.

N^o comm. les papiers marqués

à résoudre.

22 X. 2

Monsieur le Conseiller fédéral

Voici les premières impressions recueillies depuis mon retour à Paris, en faisant une tournée de visites chez les ambassadeurs accrédités ici; il me paraît utile de faire avant tout le rôle de reporter et d'attendre quelque temps avant d'émettre des appréciations personnelles:

1^o Le général Menabrea, qui est rentré de Mouza avant hier & M^r Reppmann, le nouvel ambassadeur d'Italie à Constantinople, qui a fait cet été à Paris l'interim du général Menabrea, me déclarent l'un & l'autre, avec une persistance & un accord qui ressemblent à une connoissance, leur conviction que nos sommes à la paix & que rien ne menace l'horizon. — Sur ma question: "est-ce jusqu'au mois de mars?" ils répondent que je dis bien

Monsieur

Monsieur Droz, Conseiller fédéral

chef du Département des affaires étrangères

Berne

Dodis



pessimiste; j'ai leur demandé si c'est jusqu'au 1^{er} avril; ils ripostent
 que nous avons devant nous une longue paix, une paix de
plusieurs années; d'après eux, personne ne veut la guerre; la
 triple alliance est résolue à garder la paix; M^r de Giers a apporté
 la semaine dernière à Mouza les assurances les plus énergiquement
 pacifiques de l'empereur de Russie; quant à la France, M^r
 Reffmann déclare que j'ai ne tarderai pas, après quinze jours, à
 me convaincre qu'à Paris on est fort sage & absolument
 résolu aussi à ne pas s'emballer & à empêcher les Parisiens de
 s'emballer. — de Comte Menabrea et M^r Reffmann affirment être
 « certains » qu'il n'y a pas d'alliance politique, ni défensive ni enon
 moy, offensive, entre la France & la Russie; il y a de « petits
 arrangements » sur d'autres points, « secondaires », mais il n'y a pas
 d'alliance franco-russe. — On peut être soucieux parce que les
 incidents fâcheux survient, si l'opinion publique reste surexcitée dans les
 masses populaires à Pétersbourg ou à Paris, plus difficile à
 atténuer; mais la volonté de maintenir la paix est tellement précise

chez tous les gouvernements, à quelque groupement qu'ils se rattachent, qu'il faudrait des circonstances absolument imprévues pour amener une rupture. En France notamment, les gens sérieux n'ont qu'été "donnés" dans l'emprunt russe; il a été surtout souscrit par les concierges & les naïfs qui avaient jadis porté leurs économies au Panama.]

— à l'ambassade d'Angleterre, le personnage dont je vous avais rapporté le 22 septembre les impressions pessimistes alors qu'il arrivait d'Allemagne, me dit qu'on ne parle à Paris et ailleurs que de la paix; qu'il se défie, mais qu'il constate le fait.

[à l'ambassade d'Allemagne, le Comte Münster me dit qu'on a été "horriblement inquiet" dans son pays, où l'on se montrait convaincu de la quasi-imminence de la guerre, et où l'on croyait à l'extrême difficulté d'éviter des

incidents pouvant provoquer l'inamitié et le chauvinisme s'en
 mêlait un peu partout, comme les émotions franco-russes
 pouvaient le faire supposer. — Depuis lors, on est revenu
 au calme; on a appris qu'à l'occasion de la visite à Mouza,
 M^r de Giers avait apporté au Roi Humbert les assurances les plus
 résolument pacifiques. — A Vienne aussi, on s'est tranquilisé; et
 on a donné le pas à l'équilibre budgétaire sur les aronements
 nouveaux en se disant qu'il n'y avait pas d'urgence. — A
 Pétersbourg, l'Allemagne a aussi reçu des déclarations pacifiques,
 et pour les constater publiquement, l'empereur Alexandre III
 vient de faire savoir qu'il ferait une visite à Berlin le
 24 de ce mois. — On a acquis en Allemagne la certitude qu'il
 n'y a aucun traité d'alliance même défensive entre la France et
 la Russie; on le regrette à Berlin, car lorsqu'on a signé des
 actes de ce genre, entre deux états aussi différents dans tout leur
 organisme que l'Empire des Tsars et la République démocratique, il y
 a de sérieuses chances de trouble. Les Russes ne digneront rien

Rha!

actuellement avec les Français, car ils viennent de constater une fois de plus qu'ils auront la France avec eux quand ils voudront; "la France est une maîtresse qu'on ne épouse pas, et si on fait la bêtise de l'épouser, le ménage marche mal". D'autre part, le ministre de la Guerre de Russie vient depuis plusieurs années à Vichy, mais il fait autre chose ici que de boire de l'eau, & il est extrêmement probable que différentes combinaisons militaires ont déjà été & continueront à être étudiées entre les Etats-majors des deux pays en vue d'une action militaire commune, sans alliance politique.

— Quant à l'état d'esprit en France, le Comte Münster estime qu'il est pacifique pour une série de motifs; d'abord le gouvernement est beaucoup plus fort qu'il y a trois ou quatre ans; on n'est plus du tout à la merci d'émentiers ou de pseudo-patriotes parisiens; M. Costant a tenu à le leur montrer en le traitant durement lors de la première représentation de Lohengrin au grand Opéra; le gouvernement est plus fort parce que les conservateurs viennent à lui & par conséquent ont enlevé leur principal soutien aux émentiers; les conservateurs

viennent à M^r Carnot parce qu'ils ont vu la Rufin, jusqu'ici le
 principal soutien de la légitimité, "lâcher" le comte de Paris. — M^r
 Carnot a dit la semaine dernière au comte Münster qu'il
 voyait avec plaisir ce rapprochement & avait reçu sans hésiter, dans
 ses derniers voyages, plusieurs représentants de la plus vieille noblesse,
 précisément parce qu'il y avait là un gage de paix intérieure
 & extérieure. M^r Carnot a même ajouté, chose singulière &
 bonne à noter : "D'ailleurs les Russes ne sont pas prêts & ne
 le seront pas avant trois ans". — L'ambassadeur d'Allemagne
 estime que les membres du gouvernement sont très sincèrement
 animés des mêmes dispositions pacifiques (à trois ans d'échéance)
 que le Président de la République, & il pense que, d'ici à
 trois ans, il y aura suffisamment d'occasions de voir bien
 des choses se modifier. — Il ajoute que la suppression des passeports
 à l'entrée en Alsace-Lorraine a été accueillie ici de la manière
 la plus correcte, qu'on n'y a nullement vu un acte de faiblesse de
 la part de l'Allemagne, mais une preuve du désir du cabinet de

Berlin de réparer une des "pires fautes" de M^r de Bismarck. Ni de
Münster se fâche. D'avoir sans cesse demandé le retrait de cette
mesure, car, si l'on ne peut entrevoir une alliance franco-
allemande, le bon sens exige qu'à Berlin on cherche à
faire oublier aux Français l'Alsace-Lorraine au lieu de
s'ingénier à leur rappeler chaque jour, par des mesures vexatoires,
les tristes événements d'il y a vingt ans.]

—
Comme vous le voyez, chez les représentants de la
triple alliance, il y a un concert d'intentions ou de
paroles perfides. Est-ce sincère? Est-ce une tactique
pour chloroformer l'Europe? Quoiqu'il en soit, et si j'ose
employer un terme de comédie en ces graves matières,
chez ces mepicurs, "la consigne est de roufler".

Agny, Monsieur le Conseiller fédéral, Gafarans
de ma haute considération.

Ledy